

Le 5 décembre en grève et dans la rue

La réforme des retraites n'a qu'un but : réduire les montants des pensions. En faisant le choix de limiter la part des richesses consacrée au financement des retraites alors que le nombre de personnes retraitées va augmenter, le passage à un régime de retraite par points serait catastrophique pour toutes et tous les salariés, pour les fonctionnaires et particulièrement pour les femmes. De plus, l'incertitude sur la valeur du point et donc du montant futur de la pension, encouragerait la recherche de solutions individuelles comme la capitalisation ou l'assurance, contraires à l'idée de solidarité intergénérationnelle.

Le déficit annoncé par le Conseil d'orientation des retraites en 2025 est mis en scène par le gouvernement qui se refuse à envisager des mesures permettant d'augmenter les ressources du système comme l'augmentation des cotisations, l'amélioration des salaires ou un meilleur accès à l'emploi. Le gouvernement ne met ainsi en avant qu'un allongement brutal et rapide de la durée d'assurance requise.

Parmi les plus grands perdants de cette réforme, on compte les enseignantes et les enseignants des écoles. En effet, en abandonnant la référence des six derniers mois et en intégrant les indemnités dans le calcul de la future pension, ce nouveau système les pénaliserait particulièrement, alors que leurs salaires sont très faibles en début de carrière et qu'ils n'ont quasiment aucun régime indemnitaire à faire valoir.

De surcroît, ce système serait encore plus pénalisant pour les femmes aux carrières interrompues dans une profession féminisée à 83%.

Les premières simulations faites à partir des éléments présentés dans le rapport Delevoye donnent des pertes de l'ordre de 300 à 600 € mensuels pour les PE actuellement en fonction et de 600 à 800 € pour celles et ceux qui entreront dans le métier à partir de 2025. Cela les contraindrait à reculer leur départ en retraite bien après 62 ans. Pas de quoi rendre attractive une profession déjà bien en mal de recrutement.

Le 5 décembre prochain est un premier rendez-vous de mobilisation pour s'opposer à ce projet de réforme. Le SNUipp-FSU appelle les personnels des écoles à la grève et à être massivement présents dans les manifestations partout sur tout le territoire. D'ores et déjà, beaucoup se déclarent grévistes et de nombreuses écoles sont annoncées comme fermées.

Cette première journée de mobilisation en appellera d'autres. Parce qu'il s'agit d'obtenir l'abandon de cette réforme et de préserver un régime solide et lisible de retraite par répartition, seul à même d'assurer une retraite de haut niveau pour toutes et tous, le SNUipp-FSU met en débat dans les assemblées générales les suites de l'action afin d'inscrire cette mobilisation dans la durée.

Paris, le 25 novembre 2019